

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **REIMS BIOMETHANE**

Ferme de Vauroisy  
51490 Pontfaverger-Moronvilliers

Références : D3 i 2025-99  
Code AIOT : 0003013559

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2025 dans l'établissement REIMS BIOMETHANE implanté 1 chemin du quartier de la Meule 51420 Cernay-lès-Reims. L'inspection a été annoncée le 20/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'Inspection, objet du présent rapport, s'inscrit dans le cadre du suivi des échéances suite à un arrêté préfectoral de mise en demeure de l'installation (2023-MD-126-IC.).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REIMS BIOMETHANE
- 1 chemin du quartier de la Meule 51420 Cernay-lès-Reims
- Code AIOT : 0003013559
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

REIMS BIOMETHANE SAS est une installation de méthanisation soumise au régime de la déclaration avec contrôle périodique (DC) au titre de la rubrique 2781-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le site est en service depuis 2018 et dirigé par Monsieur RANNOU.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations
- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                       | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---------------------|-----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 4  | Bassin de rétention | Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5.3 | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle              | Référence réglementaire                              | Autre information        |
|----|--------------------------------|------------------------------------------------------|--------------------------|
| 1  | Mesure de bruit                | Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article Annexe 8.4 | Sans objet               |
| 2  | Accessibilité réserve incendie | AP de Mise en Demeure du 06/07/2023, article 1       | Levée de mise en demeure |
| 3  | Stockage des intrants secs     | Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 3.71       | Sans objet               |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection, objet du présent rapport, n'a pas mis en évidence de non-conformité majeur. L'exploitant a respecté l'arrêté de mise en demeure du 06/07/2023 qui peut être levée.

Des justificatifs sont à transmettre à l'inspection sous un mois :

- le plan à jour des installations
- le protocole de gestion des eaux d'extinction d'incendie du site

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Mesure de bruit

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article Annexe 8.4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure de bruit                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les mesures sont effectuées selon la méthode définie aux points 2.1, 2.2 et 2.3 de l'arrêté du 20 août 1985. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans.<br><br>Objet du contrôle : <ul style="list-style-type: none"><li>- présence des résultats des mesures faites par l'exploitant ;</li><li>- conformité des résultats de mesures avec les valeurs limites d'émission applicables.</li></ul>                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Constats :</b><br><br>Par courriel du 20/01/2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection le rapport de mesures de bruit et d'émergence. Les résultats ne montrent pas de non-conformité, néanmoins l'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'elles ont été réalisées conformément à la méthode définie dans l'arrêté du 20 août 1985.<br><br>L'inspection a pu constater que le bruit n'est pas un enjeu majeur sur le site du fait de son isolement par rapport aux habitations et de la proximité des axes de communication (autoroute dont l'impact sonore est perçu en tout point de l'installation). Le site n'est sujet à aucune plainte sur le bruit.<br><br>Ainsi, l'inspection indique à l'exploitant que les prochaines mesures de bruit et d'émergence (tous les 3 ans) devront être réalisées conformément à l'arrêté du 20 août 1985. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

## N° 2 : Accessibilité réserve incendie

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 06/07/2023, article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité réserve incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La société REIMS BIOMETHANE, dont le siège social est situé à Vauroisy à Pontfaverger-Moronvilliers (51490), est mise en demeure de respecter l'article 4.3 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 susvisé, pour son site de Cernay-lès-Reims, qui dispose que :<br>« [...] A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance du stockage ayant recueilli l'accord des services départementaux d'incendie et de secours.[...] »                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Constats :</b><br><br>L'Inspection constate que l'exploitant a mis en place les recommandations du SDIS (fiche de réception du 27/06/2023) : <ul style="list-style-type: none"><li>• installation d'une traînasse (conduite horizontale) entre la réserve et l'aire d'aspiration ;</li><li>• installation d'un panneau de la capacité de la réserve au niveau de l'aire d'aspiration.</li></ul> L'exploitant indique à l'Inspection que le SDIS (dont l'état major) s'est rendu sur son site en octobre 2024 afin de réaliser une sensibilisation de ces officiers sur les risques relatifs à un site de méthanisation. Durant cette visite, l'exploitant a présenté les travaux au SDIS.<br><br>L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de lever la mise en demeure. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

## N° 3 : Stockage des intrants secs

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 3.71                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Limitation des nuisances                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>« [...] tout stockage à l'air libre de matières entrantes, à l'exception des matières végétales brutes et des stockages de fumiers de moins d'un mois et dont les jus sont collectés et traités par méthanisation, est protégé des eaux pluviales et, pour les matières liquides, doté de limiteurs de remplissage [...] » |
| <b>Constats :</b><br><br>L'Inspection constate la présence d'un stockage de résidus de moutarde sous un bâtiment couvert. Le tas déborde en dehors du bâtiment et n'est donc plus à l'abri de la pluie. Cette zone n'est pas sous rétention.<br>L'exploitant s'engage à déplacer le tas sous le bâtiment couvert.                                                 |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

**N° 4 : Bassin de rétention**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réseau de collecte                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...]<br>« L'installation est équipée de dispositifs étanches qui doivent pouvoir recueillir et confiner l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie.<br>« Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. [...]                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a indiqué à l'inspection que son bassin d'infiltration des eaux pluviales a été transformé en bassin étanche afin de mélanger les eaux avec les digestats liquides dans la lagune voisine en vue d'un épandage.<br><br>L'inspection constate que le niveau d'eau présent dans ce bassin est élevé et dépasse la membrane de protection.<br><br>L'exploitant s'est engagé à baisser le niveau d'eau sous 1 semaine (alimentation du bassin de lixiviats à partir du bassin de rétention des eaux pluviales), ainsi qu'à matérialiser un niveau haut au niveau de la membrane. L'exploitant a informé l'Inspection qu'il était prévu de réaliser le curage du bassin.<br><br>Par ailleurs, l'inspection ne dispose pas d'un plan à jour de l'installation, ni de la procédure de gestion des eaux d'extinction d'incendie. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit transmettre à l'inspection, sous un délai d'un mois : <ul style="list-style-type: none"><li>• le plan à jour de ses installations</li><li>• le mode de gestion des eaux d'extinction d'incendie sur son site</li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |